

**COUR D'APPEL DE PARIS**  
**ARRÊT DU 11 septembre 2018**

Pôle 5 - Chambre 1  
(n° 105/2018, 12 pages)  
Numéro d'inscription au répertoire général : **N° RG 17/00014**  
**N° Portalis 35L7-V-B7B-B2JUE**

Décision déferée à la Cour : Jugement du 27 octobre 2016 -Tribunal  
de Grande Instance de PARIS -RG n° 15/11551

**APPELANT**

**Monsieur Jean-Pierre L**

Représenté par Me Christophe PACHALIS de la SELARL RECAMIER  
AVOCATS ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, toque : K148  
Assistée de Me Véronique G, avocat au barreau de PARIS, toque :  
E1323

**INTIMÉES**

**L'ASSOCIATION LES BÂTISSEURS D'EMMAUS- FONDATEUR A  
PIERRE**

Prise en la personne de Me Pascal B, SCP MOYRAND-BAILLY,  
Mandataire Judiciaire, désigné en cette qualité suivant jugement du  
TGI de BOBIGNY du 30/10/2014

ZA Fontaine du Vaisseau  
[...]  
93360 NEUILLY PLAISANCE  
Non représentée

**L'ASSOCIATION NEUILLY EMMAUS AVENIR - Communauté de  
NEUILLY PLAISANCE et NEUILLY SUR MARNE,**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, prise en la personne de  
son représentant légal domicilié audit siège en cette qualité

ZA Fontaine du Vaisseau  
[...]  
93360 NEUILLY PLAISANCE

Représentée et assistée de Me Jérôme DE F, avocat au barreau de  
PARIS, toque : W15

**COMPOSITION DE LA COUR :**

L'affaire a été débattue le 29 mai 2018, en audience publique, devant  
la Cour composée de :

Monsieur David PEYRON, Président de chambre  
Mme Isabelle DOUILLET, Conseillère  
M. François THOMAS, Conseiller  
qui en ont délibéré.

Un rapport a été présenté à l'audience dans les conditions prévues à  
l'article 785 du code de procédure civile.

**Greffier**, lors des débats : Mme Karine A

**ARRÊT :**

- rendu par défaut
- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.
- signé par David PEYRON, Président de chambre et par Karine A, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire

**EXPOSÉ DU LITIGE**

Monsieur Jean-Pierre L est architecte. Il est titulaire d'un brevet d'invention français n° 06 03595, déposé le 14 avril 2006 auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle et ayant pour titre '*Utilisation des palettes bois en construction en ossature bois auto porteuse*'.

L'association EMMAÜS FRANCE fondée en 1985 est une union nationale, de nature fédérale, composée de personnes morales ayant toutes pour but la lutte contre les injustices sociales et les diverses formes d'exclusion.

L'association NEUILLY E AVENIR et l'association LES BATISSEURS D'E sont des associations participant au mouvement E en France.

En 2008, M. L a démarré une collaboration bénévole avec l'association NEUILLY E AVENIR pour la réalisation de deux bâtiments situés à Neuilly Plaisance en utilisant le procédé du brevet de M. L, et ce, afin de vérifier l'efficacité du procédé de construction.

À la suite de cette collaboration, une convention d'utilisation exclusive du brevet des palettes en construction a été conclue le 24 février 2009 entre M. L et l'association NEUILLY E AVENIR.

Le 20 juillet 2011, l'association NEUILLY E AVENIR a résilié la convention d'utilisation du brevet au motif qu'elle souhaitait mettre fin aux activités de construction et d'animation de chantiers d'insertion et se recentrer sur les métiers communautaires traditionnels (récupération, accueil des compagnons) en indiquant que les projets de construction seraient désormais portés par une nouvelle association dénommée LES BATISSEURS D'E.

Par courrier du 2 novembre 2011, renouvelé le 20 janvier 2012, intitulé '*Accord de fin de contrat*', l'association NEUILLY E AVENIR et l'association LES BATISSEURS D'E ont proposé à M. L un nouveau partenariat avec cette dernière reposant sur les bases suivantes : '*Prenant en compte le fait que le principe constructif à base de*

*récupération de palettes de transport, s'il est conservé, ne constituera plus la seule alternative aux projets traités par 'LES BATISSEURS D'EMMAUS', nous repositionnons nos futures relations dans un cadre différent, tel que celui mis aujourd'hui en œuvre pour PERPIGNAN (sur la base d'une proposition détaillée de la mission de votre part, comportant un engagement forfaitaire) '.*

Par courrier du 27 mai 2012 adressé aux trois associations EMMAÛS FRANCE, NEUILLY E AVENIR et LES BÂTISSEURS D'E, M. L demandait le respect des engagements pris et notamment, le règlement de royalties sur les projets en cours, Aubervilliers et Catalogne, la signature d'une décharge de responsabilité sur les chantiers antérieurs et sur les chantiers Aubervilliers et Catalogne, ainsi que le paiement d'indemnité de fin de contrat en application de l'article 6.3 de la convention, outre le respect des '*droits d'auteur de [son] brevet*' et le règlement de royalties en cas de constructions ultérieures utilisant son procédé.

Après plusieurs échanges, M. L a fait dresser, le 22 juillet 2013, un procès-verbal de constat établissant que les associations en cause faisaient la promotion sur internet de leur choix d'utiliser des palettes de récupération pour construire des maisons temporaires et expliquaient le procédé proposé par le brevet.

Constatant en novembre 2013 que les plans du permis de construire d'un projet à Aubervilliers, établis par lui, avaient été modifiés sans son accord, M. L a adressé à l'association NEUILLY E AVENIR, par lettre en date du 7 février 2014, la facture des redevances portant sur ce projet (5 700 €).

C'est dans ces conditions que, par actes d'huissier en date du 22 juillet et 23 juillet 2014, M. L a assigné les associations EMMAÛS FRANCE, NEUILLY E AVENIR et LES BÂTISSEURS D'E devant le tribunal de grande instance de Bobigny aux fins de voir reconnaître leurs responsabilités contractuelles et la résiliation de la convention d'utilisation du brevet à leurs torts exclusifs.

Par un jugement du tribunal de grande instance de Bobigny en date du 30 octobre 2014, l'association LES BÂTISSEURS D'E a été mise en liquidation judiciaire. Le mandataire judiciaire désigné par le tribunal est intervenu volontairement à l'instance.

Par décision du 21 juillet 2015, le juge de la mise en état du tribunal de grande instance de Bobigny a décliné sa compétence au profit du tribunal de grande instance de Paris.

**Par jugement du 27 octobre 2016, le tribunal a :**

- déclaré M. L irrecevable en ses demandes tant sur le fondement de la responsabilité contractuelle que de la responsabilité délictuelle à l'encontre des associations EMMAÜS FRANCE, NEUILLY E AVENIR et LES BÂTISSEURS D'E,
- déclaré M. L irrecevable en ses demandes relatives à la résiliation du contrat du 24 février 2009,
- débouté les associations EMMAÜS FRANCE et NEUILLY E AVENIR et le mandataire liquidateur de l'association LES BÂTISSEURS D'E de leurs demandes de dommages et intérêts pour procédure abusive,
- condamné M. L aux dépens et au paiement à l'association EMMAÜS FRANCE, à l'association NEUILLY E AVENIR et au mandataire liquidateur de l'association LES BÂTISSEURS D'E de la somme de 2 500 € à chacun sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Le 23 décembre 2016, M. L a interjeté appel de ce jugement en intimant l'association NEUILLY E AVENIR et l'association LES BÂTISSEURS D'E, celle-ci prise en la personne de Me B, son mandataire judiciaire.

L'association LES BÂTISSEURS D'E et son mandataire judiciaire n'ont pas constitué avocat. La déclaration d'appel et les conclusions de l'appelant ont été signifiées à Me Pascal B, mandataire judiciaire de l'association, le 4 avril 2017, à tiers présent, en la personne de Mme Virginie G, assistante.

**Dans ses conclusions n° 2 transmises le 24 juillet 2017, M. L, poursuivant l'infirmer du jugement en toutes ses dispositions, demande à la cour :**

- de juger que l'association NEUILLY E AVENIR s'est rendue coupable de contrefaçon de brevet, de contrefaçon des droits d'auteur à son préjudice,
- de juger que l'association NEUILLY E AVENIR a commis des fautes en ne respectant pas les conditions de la résiliation de la convention du 24 février 2009,
- de juger que l'association LES BÂTISSEURS D'E a concouru à la réalisation du dommage causé par les fautes contractuelles de l'association NEUILLY E AVENIR et qu'à ce titre l'association LES BÂTISSEURS D'E a engagé sa responsabilité délictuelle et sera tenue *in solidum* des condamnations prononcées à l'encontre de l'association NEUILLY E AVENIR,

en conséquence,

- de condamner *in solidum* les associations NEUILLY E AVENIR et LES BÂTISSEURS D'E à lui verser les sommes suivantes :

- 73 000 € au titre de sa perte de chance de réaliser le chantier des chalets de l'espoir d'E NORD PAS DE CALAIS,
- 18 000 € au titre de sa perte de chance d'assurer le suivi de conformité des chantiers d'Aubervilliers et de Catalogne,
- 30 000 € en réparation de la contrefaçon aux droits d'auteur dont s'est rendue coupable l'association NEUILLY E AVENIR,
- 30 000 € à titre de dommages et intérêts en réparation de la contrefaçon du brevet concernant l'utilisation des palettes bois en construction (préfabriquée ou non) en ossature bois autoporteuse,
- 5 700 € au titre des redevances restant dues pour le chantier d'Aubervilliers,
- 59 960 € au titre de l'indemnité contractuelle de résiliation,
- 10 000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,
- de dire que pour les demandes formulées à l'encontre de l'association LES BÂTISSEURS D'EMMAUS que la créance sera fixée au passif de sa liquidation judiciaire,
- de faire sommation à l'association NEUILLY E AVENIR de communiquer sous astreinte de 500 € par jour de retard à compter du jugement à intervenir tous documents ou informations relatifs à tous projets et/ou chantiers utilisant son brevet, et plus généralement tous projets du groupe EMMAÜS, organisations caritatives ou collectivités territoriales de constructions utilisant celui-ci,
- de débouter l'association NEUILLY E AVENIR de l'intégralité de ses demandes.

**Dans ses uniques conclusions transmises le 23 mai 2017, l'association NEUILLY E AVENIR demande à la cour :**

- de constater que l'association LES BÂTISSEURS D'E n'a pas été régulièrement mise en cause,
- de déclarer M. L irrecevable en ses demandes au titre de la contrefaçon de brevet,
- de déclarer M. L irrecevable en ses autres demandes et subsidiairement le débouter de l'ensemble de ses demandes,
- de condamner M. L à lui payer la somme de 4 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

L'ordonnance de clôture est du 20 février 2018.

### **MOTIFS DE L'ARRÊT**

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 455 du code de procédure civile, il est expressément renvoyé, pour un exposé exhaustif des prétentions et moyens des parties, aux conclusions écrites qu'elles ont transmises, telles que susvisées ;

### **Sur la portée de l'appel**

Considérant que l'association EMMAÛS FRANCE n'a pas été intimée par l'appelant et aucun appel incident n'a été formé contre elle ; qu'elle n'est plus dans la cause devant la cour et le dispositif du jugement la concernant est désormais définitif ;

### **Sur les chefs du jugement non critiqués**

Considérant que le jugement n'est pas critiqué en ce qu'il a débouté l'association NEUILLY E AVENIR et le mandataire liquidateur de l'association LES BÂTISSEURS D'E de leurs demandes de dommages et intérêts pour procédure abusive ;

Qu'il sera donc confirmé de ces chefs ;

### **Sur la validité de la mise en cause de l'association LES BÂTISSEURS D'E**

Considérant que l'association NEUILLY E AVENIR demande à la cour de constater que l'association LES BÂTISSEURS D'E n'a pas été régulièrement mise en cause, dès lors que sa mise en cause a été régularisée à l'égard du mandataire judiciaire à une date à laquelle la procédure collective ouverte à l'égard de cette association avait été clôturée ;

Considérant que l'extrait BODACC produit par l'intimée révèle que le jugement du tribunal de grande instance de Bobigny prononçant la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif de l'association LES BÂTISSEURS D'E est en date du 30 mars 2017 et qu'il a fait l'objet d'une publication le 13 avril 2017 ;

Que l'article L. 237-2 du code de commerce dispose que la personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci et que la dissolution d'une société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés ;

Qu'il résulte de ces dispositions que la déclaration d'appel et les conclusions de l'appelant ont été valablement signifiées à l'association et Me B, mandataire judiciaire, le 4 avril 2017 ;

### **Sur les demandes de M. L**

Considérant qu'il sera rappelé qu'en première instance, M. L poursuivait, à titre principal, la résolution de la convention d'utilisation exclusive du brevet conclue le 24 février 2009 aux torts exclusifs des associations EMMAÛS FRANCE et NEUILLY E AVENIR, invoquant plusieurs fautes contractuelles commises par elle, et recherchait la responsabilité délictuelle de l'association LES BÂTISSEURS D'E, expliquant que celle-ci avait concouru au dommage causé par les fautes contractuelles des deux autres associations et donc engagé sa

responsabilité délictuelle ; que subsidiairement, M. L sollicitait la résiliation de la convention signée le 24 février 2009 aux torts exclusifs de la seule association NEUILLY E AVENIR et la condamnation solidaire des trois associations, au motif que les deux autres avaient engagé leur responsabilité délictuelle en concourant au dommage causé par les fautes contractuelles de l'association NEUILLY E AVENIR ;

### ***Sur la contrefaçon de brevet***

Considérant qu'en cause d'appel, M. L soutient, au visa de l'article L. 613-3 du code de la propriété intellectuelle, que l'association NEUILLY E AVENIR s'est rendue coupable de contrefaçon de brevet à son préjudice à l'occasion de la réalisation de deux chantiers - un chantier *Catalogne* et un autre à Aubervilliers -, faisant valoir que l'association a méconnu ses obligations résultant de la convention d'utilisation exclusive du brevet conclue le 24 février 2009, à savoir d'une part, lui confier des missions de conception pouvant aller jusqu'à la réalisation des constructions ossature bois et respecter la conception du projet et, d'autre part, utiliser la technologie issue du brevet pour la réalisation des constructions dont le concept lui était confié et dont le permis de construire était déposé par ses soins pour un ouvrage utilisant la technologie du brevet ; que l'appelant précise que sur ces deux chantiers, alors qu'il avait déposé les permis de construire, il n'a pas été sollicité pour la réalisation des projets ou le suivi de la conformité des constructions et a découvert que les constructions finales ne respectaient pas la conception de l'architecte, ni les termes du permis de construire, ce manque de conformité étant un jour susceptible d'entraîner l'engagement de sa responsabilité ; qu'il ajoute que ces faits sont constitutifs en outre une violation de la convention tripartite signée entre la ville d'Aubervilliers, la SCIC HABITATS SOLIDAIRES et E AVENIR, et également de son droit d'auteur d'architecte ;

Considérant que c'est à juste titre que l'association NEUILLY E AVENIR conclut à l'irrecevabilité de la demande en contrefaçon de brevet dès lors qu'il s'agit d'une demande nouvelle en cause d'appel se heurtant dès lors aux dispositions de l'article 564 du code de procédure civile qui prévoient qu'à peine d'irrecevabilité relevée d'office, les parties ne peuvent soumettre à la cour de nouvelles prétentions, si ce n'est pour opposer compensation, faire écarter les prétentions adverses ou faire juger les questions nées de l'intervention d'un tiers, ou de la survenance ou de la révélation d'un fait ;

Que M. L invoque vainement les dispositions de l'article 565 du code de procédure civile qui prévoient que les prétentions ne sont pas nouvelles quand elles tendent aux mêmes fins que celles soumises au premier juge même si leur fondement juridique est différent, ou celles de l'article 566 selon lesquelles les parties peuvent aussi expliciter les prétentions qui étaient virtuellement comprises dans les demandes et

défenses soumises au premier juge et ajouter à celles-ci toutes les demandes qui en sont l'accessoire, la conséquence ou le complément ; qu'en effet, une action en contrefaçon de brevet qui vise à voir sanctionner l'atteinte à un droit privatif ne tend pas aux mêmes fins que les demandes qui ont été soumises aux premiers juges qui visaient, comme il a été dit, à voir reconnaître la responsabilité contractuelle ou délictuelle des associations E et qu'elle ne peut constituer l'accessoire, la conséquence ou le complément de telles demandes, peu important que M. L ait évoqué un brevet dans ses écritures de première instance, notamment pour réclamer la communication, sous astreinte, de documents et informations relatifs à tous projets et/ou chantiers utilisant son brevet, et qu'il ait fait état de constructions réalisées '*sans palette, violant ainsi l'obligation d'exclusivité*' [signée le 24 février 2009] ' ;

Qu'au demeurant, l'argumentation développée par M. L au soutien de sa demande en contrefaçon de brevet porte essentiellement sur des manquements contractuels de l'association NEUILLY E AVENIR à des obligations résultant de la convention d'utilisation exclusive du brevet conclue le 24 février 2009 ;

Que les demandes de M. L en contrefaçon de brevet seront donc jugées irrecevables ;

### ***Sur la contrefaçon de droits d'auteur***

Considérant qu'en cause d'appel, M. L soutient, au visa des articles L. 121-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle, que l'association NEUILLY E AVENIR s'est rendue coupable, à l'occasion de la réalisation des chantiers *Catalogne* et d'Aubervilliers, de contrefaçon de droits d'auteur à son préjudice, comme il vient d'être dit ; qu'il fait valoir que sur le plan moral, il disposait, en tant qu'architecte, d'un droit au respect de son 'œuvre et d'un droit de paternité qui ont été manifestement violés par l'association EMMAUS AVENIR qui s'est attribuée, via l'association LES BATISSEURS D'EMMAUS, la paternité de son 'œuvre, mais également ses retombées en termes d'image ;

Que l'association NEUILLY E AVENIR plaide qu'il ne peut lui être reproché d'avoir violé le droit moral d'auteur de M. L dès lors qu'elle n'a pas assuré la maîtrise d'œuvre d'exécution du chantier d'Aubervilliers qui a été engagé après la résiliation de la convention du 24 février 2009 par l'association LES BATISSEURS D'E laquelle n'a fait que mettre en œuvre un permis de construire pour le compte d'un maître d'ouvrage, HABITATS SOLIDAIRES, M. L participant en tant qu'architecte à la conception du projet en préparant le dossier de permis de construire dont on peut supposer qu'il intégrait son brevet, et qu'elle n'a pas davantage assuré la maîtrise d'œuvre du chantier *Catalogne* dont le permis de construire a été obtenu par une



association E CATALOGNE postérieurement à la résiliation de la convention ;

Considérant qu'il est observé qu'en première instance, M. L, sans invoquer explicitement des actes de contrefaçon de son droit d'auteur, réclamait des dommages et intérêts au titre de la violation de son droit moral d'auteur ;

Qu'il sera relevé que M. L s'abstient de définir l'œuvre qu'il revendique sur le fondement de ses droits d'auteur, d'en décrire les caractéristiques essentielles et l'originalité, et qu'il invoque principalement, à l'appui de sa demande, des fautes contractuelles qui auraient été commises par l'association NEUILLY E AVENIR ;

Considérant que comme les premiers juges l'ont relevé, M. L et l'association NEUILLY E AVENIR ont signé, le 24 février 2009, une convention concernant la réalisation de programmes pour le compte de maîtres d'ouvrage (autres communautés d'E, organisations caritatives ou collectivités territoriales), au terme de laquelle M. L confiait à l'association *'l'exclusivité d'utilisation de son brevet de palettes en construction'* et qui prévoyait que les parties conseilleraient conjointement les maîtres d'ouvrage pour l'élaboration de leur programme de construction ; que les obligations mises à la charge de l'association étaient notamment de conseiller le maître d'ouvrage pour la faisabilité de la réalisation de son programme, d'assurer la maîtrise d'œuvre en s'engageant au respect de la conception et en informant l'architecte, pour approbation, de toute modification dans la conception et d'effectuer toutes démarches nécessaires à l'obtention des autorisations afférentes aux travaux convenus ; que celles de l'architecte étaient d'assurer la maîtrise d'œuvre et la conception soumise à l'approbation du maître d'ouvrage ; que la mise à disposition exclusive du brevet avait comme contrepartie financière le versement de royalties de 3% sur les recettes perçues par l'association NEUILLY E AVENIR sur la construction de chalets en palettes de bois pour le compte de tiers ou sur le prix coûtant de construction pour soi-même, les honoraires de l'architecte étant par ailleurs versés par l'association NEUILLY E AVENIR (40 € HT/heure révisables d'un commun accord) ou par le maître de l'ouvrage avec l'accord de l'association ;

Qu'il est constant que cette convention a été résiliée le 20 juillet 2011 par l'association NEUILLY E AVENIR qui a déclaré dans sa lettre de résiliation et dans deux lettres intitulées 'Accords de fin de convention' des 2 novembre 2011 et 20 janvier 2012, cosignées par l'association LES BATISSEURS D'E, qu'elle cessait toute activité de construction et se recentrait sur ses métiers traditionnels ;

Qu'il n'est pas démontré que ce soit l'association NEUILLY E AVENIR qui ait assuré la maîtrise d'œuvre des deux chantiers d'Aubervilliers et *Catalogne* ; qu'au contraire, les pièces produites aux débats montrent

que l'association LES BATISSEURS D'E était le maître d'œuvre sur le chantier d'Aubervilliers ; qu'il ressort ainsi tant de la convention tripartite signée le 4 avril 2011 entre la ville d'Aubervilliers, la SCIC HABITATS SOLIDAIRES et E AVENIR pour la construction et la gestion de chalets en bois destinés à l'hébergement social (pièce 51 de M. L) que du procès-verbal de constat d'huissier établi à la demande de l'appelant le 22 juillet 2013 (sa pièce 36 - page 8) que le maître d'œuvre du chantier d'Aubervilliers était l'association LES BATISSEURS D'E ; que les pièces 24 et 25 de l'appelant désignent également cette association comme étant en charge du chantier d'Aubervilliers ; que du reste, dans un courriel adressé le 21 novembre 2011 par M. L, intitulé *'Accord de fin de contrat'*, ce dernier prends *'acte du redéploiement de Neuilly Emmaüs Avenir vers ses métiers communautaires traditionnels, et de la création d'une association autonome reprenant le nom des Bâisseurs d'Emmaüs pour assurer les missions de chantier d'insertion'* et indique qu'il demandera à *'Habitats Solidaires'* de le décharger de sa responsabilité sur le chantiers d'Aubervilliers dans la mesure où il n'a pas été sollicité pour un suivi de conformité ; qu'en ce qui concerne le chantier *Catalogne*, le permis de construire a été obtenu par une association tiers, E CATALOGNE, le 6 décembre 2011, soit à une date à laquelle la convention liant M. L et l'association NEUILLY E AVENIR avait été résiliée (pièce 31 de l'appelant), ce qui exclut que cette dernière association ait pu assurer la maîtrise d'œuvre ;

Qu'en outre, les pièces versées par M. L pour justifier du non-respect de sa conception d'architecte et du permis de construire sur les constructions objets du chantier *Catalogne*, notamment les photographies et photomontages produits en pièces 29 et 32, ne permettent pas de vérifier la réalité des manquements allégués ; qu'il en est de même pour le chantier d'Aubervilliers, pour lequel, hormis une présentation du projet rédigé par l'architecte le 26 mai 2011 et l'affirmation, dans un courriel du 8 décembre 2013, adressé à la mairie d'Aubervilliers que les plans du permis de construire et son droit à la paternité de la conception n'avaient pas été respectés, aucun élément objectif n'établit la réalité des manquements allégués, le procès-verbal de constat d'huissier établi à la demande de l'appelant le 22 juillet 2013 portant sur des constatations effectuées sur le site internet d'EMMAÜS FRANCE, qui n'est plus dans la cause, ainsi que sur le site Facebook de l'association, et contenant des articles et des photographies impropres à établir la réalité des non conformités alléguées ;

Que pour toutes ces raisons, la demande en contrefaçon de droit d'auteur, dirigée contre l'association NEUILLY E AVENIR, doit être rejetée ;

***Sur la responsabilité contractuelle de NEUILLY E AVENIR***

Considérant que M. L soutient en premier lieu que l'association NEUILLY E AVENIR devait lui verser une indemnité de fin de contrat convenue pour compenser les frais engagés et le préjudice éventuel ; qu'il indique à cet égard que les projets d'accord de fin de convention qui lui ont été adressés conjointement par les associations NEUILLY E AVENIR et LES BATISSEURS D'E visaient à la continuation de relations contractuelles, ce dont il résulte qu'il pouvait espérer raisonnablement que celles-ci se poursuivraient pendant au moins 5 années supplémentaires ; qu'il forme de ce chef une première demande en paiement d'une indemnité de résiliation de 59 920 € (5 années x 11 884 € annuels d'honoraires et de royalties) ; que M. L invoque en second lieu la perte d'une chance de réaliser un chantier *Les Chalets de l'Espoir* conduit par E NORD PAS DE CALAIS qu'il a été contraint de refuser afin de respecter son engagement d'exclusivité, ainsi que la perte d'une chance d'assurer le suivi des chantiers précités *Catalogne* et d'Aubervilliers, évaluant son préjudice, respectivement, à 73 000 € et 18 000 € ; qu'il réclame en troisième lieu le règlement d'une facture de redevances impayée de 5 700 € afférente au chantier d'Aubervilliers, faisant valoir que c'est l'association NEUILLY E AVENIR qui était titulaire du contrat de licence et qu'elle était partie à la convention tripartite précitée relative à ce projet ;

Que l'association NEUILLY E AVENIR répond que le contrat conclu prévoyait un principe de libre résiliation avec deux aménagements prévus pour les chantiers en cours et les royalties dues pour les constructions ultérieures utilisant le procédé issu du brevet mais qu'en l'occurrence, il n'existait aucun chantier en cours dans lequel elle aurait été maître d'œuvre et qu'elle n'a eu dans les mois suivant la résiliation, aucune activité susceptible de générer des honoraires ou royalties, M. L ne pouvant lui faire grief de n'avoir pu signer de nouveaux accords avec LES BATISSEURS D'E ; qu'elle indique qu'elle n'est pas à l'origine de l'absence d'accord entre M. L et l'association E NORD PAS DE CALAIS, n'ayant aucun pouvoir de contrainte sur cette dernière qui est indépendante ; qu'elle fait valoir que le paiement réclamé au titre de la facture afférente au chantier d'Aubervilliers ne pourrait être réclamé qu'au maître de l'ouvrage, HABITATS SOLIDAIRES, et qu'au surplus, M. L a reconnu que les royalties pour ce chantier lui avaient été réglées ;

#### *Sur l'indemnité de résiliation*

Considérant que la convention du 24 février 2009 entre l'association NEUILLY E AVENIR et M. L prévoit dans son article 6.3 qu' *'Emmaüs Avenir peut en tout temps résilier la présente convention. Dans ce cas, il paie les honoraires pour les prestations accomplies par l'Architecte et une indemnité en fonction des frais engagés et du préjudice éventuel. Il en va de même lorsque l'Architecte est mis dans l'impossibilité d'achever sa mission pour des raisons qui ne lui sont pas imputables'* ; que les articles 6.4 et 6.5 prévoient ensuite,

respectivement, que *'Emmaüs Avenir peut en tout temps résilier la présente convention mais s'engage jusqu'à la fin du chantier en cours'* et *'Dans tous les cas ci-dessus les royalties restent dues à l'Architecte et continuent à l'être pour toute construction ultérieure utilisant son procédé'* ;

Que M. L se prévaut du projet d'accord de fin de convention qui lui a été transmis pour solliciter les honoraires et royalties qu'il aurait pu retirer de la continuation de sa collaboration avec E pendant une période d'au moins 5 années, expliquant que *'l'esprit de la convention du 24 février 2009 était bien un déploiement sur du long terme et non un contrat à brève échéance'* ; que cependant, l'association NEUILLY E AVENIR a régulièrement résilié la convention conformément à l'article 6.3, cette résiliation étant motivée par le fait que cette association souhaitait mettre fin aux activités de construction et d'animation de chantiers d'insertion et se recentrer sur les métiers communautaires traditionnels, et il ressort des pièces du dossier que M. L n'a pas souhaité donner suite à la proposition de partenariat avec l'association LES BATISSEURS D'E qui lui a été adressée ; qu'il n'apparaît, par conséquent, pas fondé à réclamer réparation du préjudice résultant pour lui de la non perception d'honoraires et de royalties au titre d'une collaboration qu'il a refusée ;

Que par ailleurs, il ne justifie pas que des sommes lui seraient encore dues en application des articles 6.4 et 6.5 de la convention, pour des chantiers en cours ou des constructions ultérieures ayant utilisé son brevet ; que pour les chantiers en cours (Aubervilliers et Catalogne), il fait état dans son courriel du 21 novembre 2011 précité, du fait qu' *'au jour de la rédaction de votre accord de fin de contrat les royalties ont bien été réglées (...)'* et il n'est pas démontré que des utilisations ultérieures du procédé du brevet aient été réalisées par l'association NEUILLY E AVENIR rendant celle-ci débitrice de redevances à l'égard de M. L ;

Que pour ces motifs, M. L est mal fondé en sa demande en paiement d'une indemnité de résiliation et en sera débouté ;

#### *Sur la perte de chance*

Considérant que selon les pièces fournies, un projet de logements en palettes a été présenté par l'association E NORD PAS DE CALAIS à M. Martin H, à l'époque haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté et à la jeunesse, en octobre 2009 ; que M. L ne justifie pas qu'une proposition lui ait été adressée par l'association E NORD PAS DE CALAIS relativement à ce projet ; qu'il est constant que précédemment, le 24 février 2009, M. L avait librement signé avec l'association NEUILLY E AVENIR une convention d'utilisation exclusive de son brevet ;

Qu'il n'est donc pas démontré, ni même clairement expliqué, que l'association NEUILLY E AVENIR est responsable de la perte d'une chance pour M. L d'être sollicité par l'association E NORD PAS DE CALAIS pour le chantier concerné ;

Considérant que M. L n'est pas davantage fondé à rechercher la responsabilité de l'association NEUILLY E AVENIR au titre de la perte d'une chance d'assurer le suivi des chantiers *Catalogne* et d'Aubervilliers, dès lors que l'association n'ayant pas assuré la maîtrise d'œuvre desdits chantiers comme il a été dit *supra*, il ne peut lui être imputé de n'avoir pas sollicité l'architecte pour leur suivi ;

Que pour ces motifs, M. L est mal fondé en ses demandes en paiement au titre de la perte de chances et en sera débouté ;

#### *Sur la facture de redevances impayée*

Considérant que dans les deux accords de fin de convention en date des 2 novembre 2011 et 20 janvier 2012 qui lui ont été adressés, il est indiqué '*Au jour de la rédaction du présent courrier, toutes les sommes dues par NEA [NEUILLY E AVENIR] au titre de vos prestations d'architecte, au titre de royalties antérieures ou de tout autre nature vous ont été réglés*'; que dans son courriel précité du 21 novembre 2011 en réponse, il indique : '*au jour de la rédaction de votre accord de fin de contrat les royalties ont bien été réglés, mais pas encore la totalité des honoraires* ' ;

Que dans ces conditions, M. L n'apparaît pas fondé dans sa demande en paiement de redevances au titre du chantier d'Aubervilliers ;

#### ***Sur la demande de communication de pièces***

Considérant que le sens de la présente décision conduit à rejeter également la demande de communication de pièces et d'informations formée contre l'association NEUILLY E AVENIR ;

#### ***Sur la demande de condamnation à l'égard de l'association LES BÂTISSEURS DEMMAÛS***

Considérant que le sens de la présente décision conduit à rejeter les demandes de condamnation *in solidum* dirigées contre l'association LES BÂTISSEURS D'E ;

#### ***Sur les dépens et les frais irrépétibles***

Considérant que M. L qui succombe sera condamné aux dépens d'appel et gardera à sa charge les frais non compris dans les dépens qu'il a exposés à l'occasion de la présente instance, les dispositions

prises sur les dépens et les frais irrépétibles de première instance étant confirmées ;

Que la somme qui doit être mise à la charge de M. L au titre des frais non compris dans les dépens exposés par l'association NEUILLY E AVENIR peut être équitablement fixée à 2 500 €, cette somme complétant celle allouée en première instance ;

**PAR CES MOTIFS.**

LA COUR,

Statuant par arrêt rendu par défaut,

Constate que le jugement est définitif à l'égard de l'association EMMAÜS FRANCE,

Dit que la déclaration d'appel et les conclusions de l'appelant ont été valablement signifiées à l'association LES BÂTISSEURS D'E et Me B, mandataire judiciaire,

Confirme le jugement en toutes ses dispositions,

Y ajoutant,

Dit que les demandes de M. L en contrefaçon de brevet sont irrecevables,

Déboute M. L de ses demandes en contrefaçon de droit d'auteur, en paiement d'une indemnité de résiliation, d'indemnités pour perte de chances et de redevances,

Déboute M. L de sa demande de communication de pièces et d'informations,

Condamne M. L aux dépens d'appel et au paiement à l'association NEUILLY E AVENIR de la somme de 2 500 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.